

La pauvreté dans les Etats membres de l'UEMOA

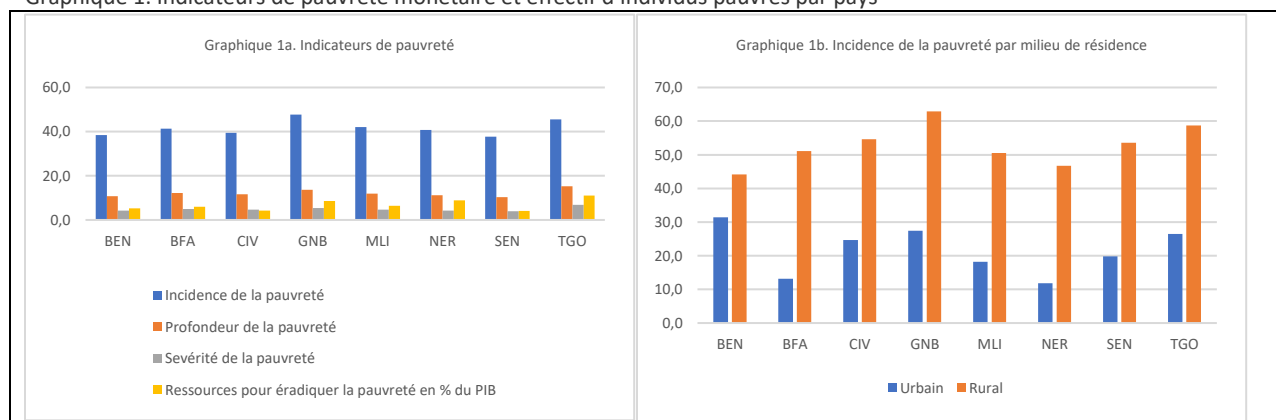
par Prosper Backiny-Yetna

Les Instituts Nationaux de la Statistiques (INS) des Etats membres de L'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ont réalisé en 2018/19 une enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM) avec l'appui de la Commission de l'UEMOA et de la Banque mondiale. La collecte des données s'est déroulée en deux vagues, la première de septembre à décembre 2018 et la seconde d'avril à juillet 2019, chaque vague portant sur la moitié de l'échantillon. L'approche en deux vagues a été retenue afin de prendre en compte la saisonnalité de la consommation. Cette note présente les principaux résultats de pauvreté.

Pauvreté monétaire et non monétaire

Les taux de pauvreté, mesurés en utilisant le seuil national de pauvreté de chaque pays, sont élevés dans les Etats membres de la zone UEMOA. Les résultats de l'enquête harmonisée montrent que l'incidence de la pauvreté varie de 37.8 pour cent au Sénégal à 47.8 pour cent en Guinée-Bissau, soit près de deux individus sur cinq dans le premier pays cité et près de la moitié de la population pour le dernier cité (Graphique 1a). Avec ces taux de pauvreté, la sous-région compte 50.5 millions d'individus pauvres, soit 40.6 pour cent d'une population de 124 millions de personnes en 2018/19. La pauvreté peut aussi se mesurer par l'intensité de la pauvreté, le montant moyen à transférer à un individu pauvre pour éradiquer la pauvreté. On peut rapporter ce montant au PIB par habitant, le graphique 1a donne également cet indicateur. L'effort relatif à réaliser pour éradiquer la pauvreté est le moins élevé au Sénégal et en Côte d'Ivoire (autour de 4% du PIB), par contre relativement fort en Guinée-Bissau, au Niger et au Togo, respectivement 8.6%, 8.9% et 11% du PIB. La pauvreté est un phénomène principalement rural ; l'incidence de la pauvreté est en moyenne deux fois plus élevée en milieu rural qu'en milieu urbain (Graphique 1b) et le milieu rural concentre 80 pour cent des individus pauvres.

Graphique 1. Indicateurs de pauvreté monétaire et effectif d'individus pauvres par pays



Source : Enquêtes harmonisées auprès des conditions de vie des ménages dans les Etats membres de l'UEMOA (2018/19)

La pauvreté non monétaire est appréhendée par des indicateurs de développement humain (santé, éducation) et de conditions de vie des ménages (eau potable, électricité, assainissement). Les indicateurs de développement humain sont d'un niveau moyen dans la sous-région UEMOA ; plus de la moitié des individus malades arrivent à consulter un personnel de santé et plus de 6 enfants sur dix âgés de 6 à 11 ans sont inscrits à l'école. Par contre les indicateurs de conditions de vie sont plutôt faibles, à l'exception de l'accès à l'eau potable qui bénéficie à plus de deux personnes sur trois. Un peu plus d'un individu sur trois seulement vit dans un logement utilisant l'électricité du réseau, un individu sur quatre vit dans un logement avec des toilettes décentes, et pareillement pour ce qui est de l'évacuation des eaux usées.

Tableau 1. Indicateurs de conditions de vie des ménages

	% individus ayant consulté si malade	Taux de scolarisation	% individus ayant un portable (18 ans et +)	% individus utilisant une source d'eau à boire potable	% individus utilisant dans un logement avec électricité réseau	% individus utilisant dans un logement avec évacuation des ordures	% individus utilisant dans un logement avec toilettes décentes
BEN	36.4	72.4	62.6	69.7	31.2	23.1	20.7
BFA	57.5	55.0	69.5	77.8	20.2	20.2	12.8
CIV	62.1	73.2	77.9	62.9	62.3	37.8	40.9
GNB	53.2	68.4	69.7	72.2	20.9	15.2	21.7
MLI	48.9	54.3	61.2	69.0	24.1	35.3	21.6
NER	55.4	53.5	41.5	56.0	16.6	10.6	7.0
SEN	60.7	62.9	76.2	78.1	56.3	46.1	65.1
TGO	50.5	88.8	64.7	66.9	45.6	26.0	29.6
Ensemble	53.5	63.0	65.8	68.0	36.1	28.4	27.6

Source : Enquêtes harmonisées auprès des conditions de vie des ménages dans les Etats membres de l'UEMOA (2018/19)

Les indicateurs de développement humain et de conditions de vie des ménages ne sont pas toujours à l'image de ceux de pauvreté monétaire. D'une part il y a le Sénégal et la Côte d'Ivoire qui sont parmi les pays ayant les taux de pauvreté les moins élevés et qui ont aussi les meilleurs indicateurs de conditions de vie, néanmoins le taux de scolarisation est juste moyen au Sénégal et il y a encore une marge pour améliorer. Mais le Togo, où la pauvreté monétaire est relativement élevée obtient de bons résultats en matière de scolarisation, d'utilisation du téléphone portable, ainsi que de l'accès à l'électricité. Par contre le Niger, qui n'est pas le pays où le taux de pauvreté monétaire est le plus élevé enregistre des indicateurs de pauvreté non-matérielles les moins bons : un faible niveau de scolarisation, un accès moyen à l'eau potable et un faible accès à l'électricité et à l'assainissement.

Pauvreté, démographie, capital humain et opportunités

Un rapport récent, accélérer la réduction de la pauvreté en Afrique (2019)¹ a mis en évidence un certain nombre de facteurs qui expliquent la pauvreté, notamment une forte démographie, un faible capital humain et une faiblesse des opportunités. Ces facteurs sont brièvement examinés dans les Etats membres de l'UEMOA à l'aide des données de l'enquête harmonisée.

S'agissant de la démographie, le Graphique 2a montre que la taille des ménages est systématiquement une fonction décroissante du niveau de vie des ménages. Au Sénégal par exemple, la taille moyenne des ménages du premier quintile (le plus pauvre) est de 13.5 personnes, soit plus de deux fois celle des ménages du cinquième quintile (le plus aisé). Les pays de la zone UEMOA sont caractérisés par une fécondité élevée, avec une moyenne de plus de cinq enfants par femme dans trois des huit pays et au moins quatre enfants par femme dans les cinq autres pays². Plus de 45 pour cent de la population a moins de 15 ans et seulement 3 pour cent a plus de 65 ans. Cette fécondité élevée pose un challenge important en termes d'accès aux services de base (éducation, santé, etc.) et de création d'emplois décents à même de contribuer à réduire la pauvreté monétaire.

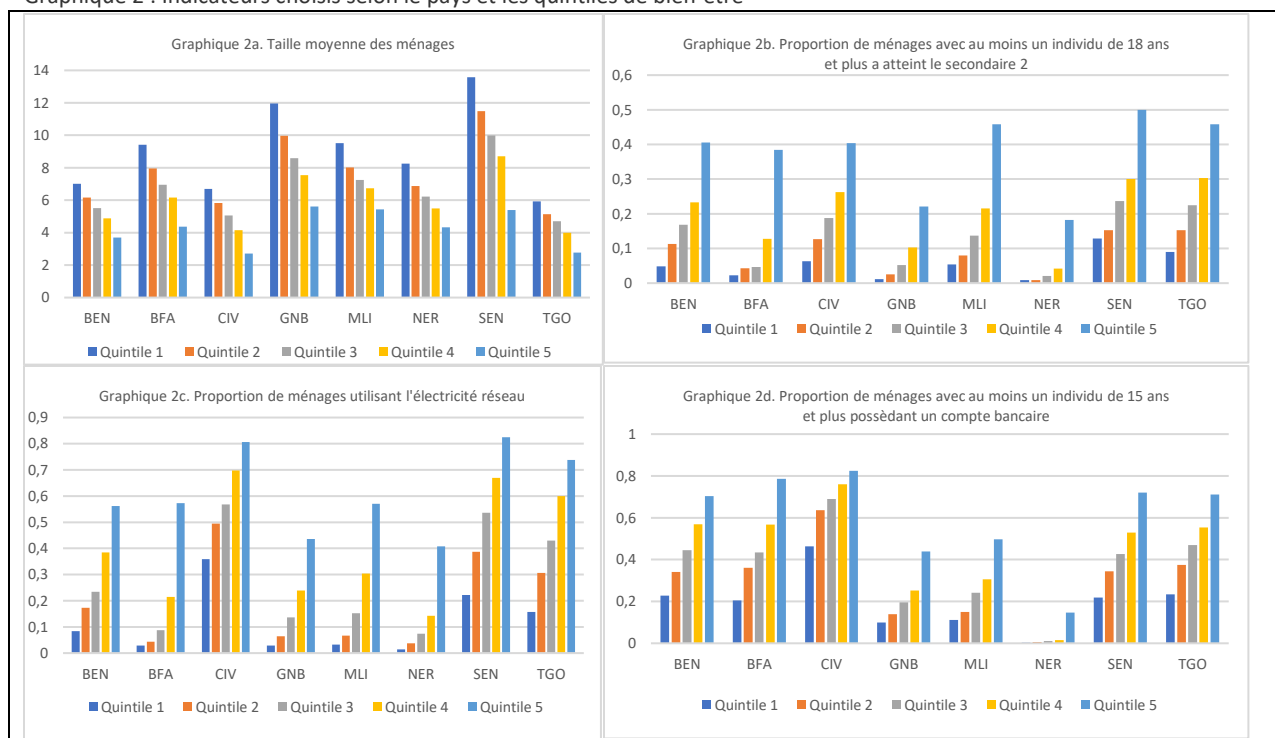
Quant au capital humain, plusieurs indicateurs de santé, de nutrition et d'éducation permettent de le mesurer. Pour cette note, l'on utilise simplement le pourcentage de ménages où au moins un individu de 18 ans et plus a atteint le second cycle de l'enseignement secondaire. Le Graphique 2b montre que cet indicateur est systématiquement une fonction croissante du niveau de vie des ménages. Au Niger par exemple, moins de 1 pour cent des ménages du premier quintile abrite une personne ayant atteint le second cycle du secondaire, contre près de 18 pour cent de ceux du cinquième quintile. Les ménages les plus pauvres vivent principalement en milieu rural où l'accès aux

¹ Beegle Kathleen, Luc Christiaensen (2019), Accelerating Poverty Reduction in Africa, World Bank.

² Voir WDI, Banque mondiale.

infrastructures est limité. En matière d'éducation notamment, la migration vers un centre urbain est quelquefois la seule option possible pour poursuivre les études au-delà du premier cycle du secondaire.

Graphique 2 : Indicateurs choisis selon le pays et les quintiles de bien-être



Source : Enquêtes harmonisées auprès des conditions de vie des ménages dans les Etats membres de l'UEMOA (2018/19)

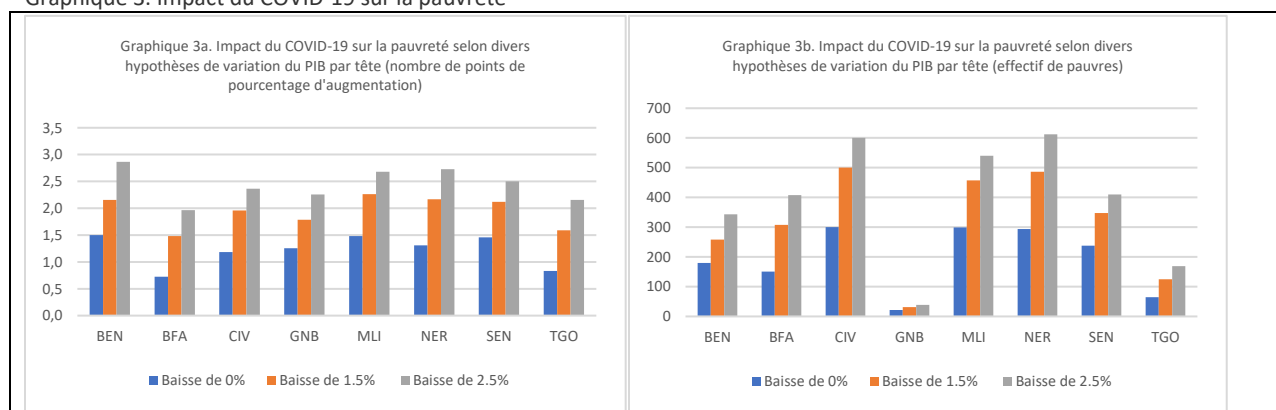
Pour ce qui est des opportunités, deux indicateurs sont calculés, l'utilisation de l'électricité réseau et la possession d'un compte bancaire³. Les infrastructures en général et l'électricité en particulier sont des catalyseurs pour la création d'emploi et l'absence de l'électricité est pénalisante pour les investissements productifs. L'utilisation de l'électricité en réseau est également une fonction croissante du bien-être, passant par exemple pour le Togo à moins d'un tiers des ménages du premier quintile à trois sur quatre de ceux du cinquième quintile (Graphique 2c). L'absence d'électricité, due le plus souvent à une faiblesse de l'offre, pénalise fortement les ménages ruraux. La faiblesse des opportunités peut aussi être évaluée par l'accès à un compte bancaire. La possession d'un compte dans un établissement financier offre des possibilités de crédit pour bâtir un patrimoine, financer les investissements, financer les études, etc. La proportion de ménages ayant au moins une personne de 15 ans ou plus possédant un compte en banque est aussi une fonction croissante du niveau de vie dans tous les pays (Graphique 2d).

Les ménages pauvres sont plus vulnérables aux chocs

Les ménages de la sous-région sont également sujets aux chocs, ce qui ajoute un degré de vulnérabilité à la pauvreté. Les chocs sont de nature diverse, démographique tel que la perte d'un membre actif du ménage ; économique tel qu'une augmentation des prix des produits alimentaires, une perte de revenus du fait d'une perte d'emploi, d'une réduction du temps de travail ou d'une baisse des transferts ; naturel tel que les inondations, la sécheresse, etc. Les chocs sont prévalents dans tous ces pays, près de la moitié des ménages au Sénégal affirme avoir subi un choc dans les 12 mois précédant l'enquête, ce taux atteint jusqu'à 83% en Guinée-Bissau. Les chocs affectent aussi toutes les catégories de ménages, quel que soit leur niveau de vie. Néanmoins dans les pays du sahel (Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal), les ménages les plus aisés du cinquième quintile semblent être relativement moins affectés que les autres.

³ Il s'agit d'une banque classique, d'une institution de microfinance ou d'un compte à la poste.

Graphique 3. Impact du COVID-19 sur la pauvreté



Source : Enquêtes harmonisées auprès des conditions de vie des ménages dans les Etats membres de l'UEMOA (2018/19)

Le coronavirus est un choc mondial qui va avoir des effets négatifs sur la pauvreté. Selon les auteurs d'une étude⁴, les pays de l'UEMOA devraient être affectés dans quatre domaines principaux: le commerce international, les envois de fonds, l'économie locale et les finances publiques et la croissance devrait être réduite de moitié pour se situer dans la zone de 2% à 2.5%, soit à peine le niveau de la croissance démographique. Dans ces conditions la croissance par tête serait nulle ou négative. Nous avons simulé naïvement l'impact du COVID-19 sur la pauvreté sous une hypothèse de base (augmentation du PIB par tête de 2.5% qui mesure ce qu'aurait été la pauvreté en 2020 sans le COVID-19) et trois alternatives (PIB par tête stable qui correspond à un taux de croissance de l'ordre de 2.5% comme noté ci-dessus ; PIB par tête baissant de 1.5% correspondant à une croissance de l'ordre de 1% ; PIB par tête baissant de 2.5% correspondant à une croissance nulle). Dans toutes les simulations, on suppose que la population croît de 2.5% par an et que 70% de la variation du PIB par tête contribue à la variation de la pauvreté. Dans l'hypothèse basse où la croissance du PIB se situe aux alentours de 2,5%, ce qui correspond à un PIB par tête stable, la pauvreté (mesurée par l'incidence) s'accroît de 0,7 point de pourcentage pour le Burkina Faso à 1,5 point pour le Bénin (Graphique 3a). Le nombre d'individus pauvres s'accroît de 22000 en Guinée-Bissau allant jusqu'à 300 mille en Côte d'Ivoire et au Mali (Graphique 3b) ; faisant 1,5 million d'individus pauvres de plus en 2020. Les autres hypothèses donnent des résultats plus sévères ; par exemple dans l'hypothèse la plus grave où l'on enregistre une croissance nulle du PIB et donc un recul de 2,5 % du PIB par tête, on enregistre 3,1 millions d'individus pauvres en plus en 2020.

Cette note brève permet de poser les bases des travaux d'analyses devant éclairer les politiques publiques pour réduire la pauvreté dans la sous-région UEMOA. D'abord les actions pouvant faire reculer la fécondité, d'accélérer la transition démographique en vue de capter les dividendes démographiques de cette transition doivent être mises en avant ; il s'agit notamment de l'amélioration de l'éducation des femmes et d'une amplification des programmes de planification familiale. Ensuite les politiques permettant d'accroître les revenus en milieu rural, notamment l'augmentation de la productivité à travers l'amélioration des techniques culturales, l'accès aux intrants, l'accès au crédit et aux marchés, l'adoption des cultures à plus haute valeur ajoutée et la diversification des revenus vers les emplois non-agricoles plus productifs doivent être considérées. Les pays doivent aussi continuer à bâtir leur capital humain et physique et à améliorer les conditions de vie des ménages, cela passe notamment par une amélioration de l'accès aux services de base et aux infrastructures (éducation, santé, nutrition, électricité, internet). Enfin les ménages les plus pauvres sont trop vulnérables aux chocs et des filets de sécurité bien ciblés peuvent aider à amortir ces chocs.

⁴ Bloomfed Investments (2020).